

N° DP 25/90

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 15 000 EUROS A L'ASSOCIATION FILMHARMONIA - ANNEE 2025 - CONVENTION D'OBJECTIFS

Le Président de la Métropole,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Culture, Patrimoine et Paysages en date du 15 janvier 2025,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale et dispose à ce titre d'équipements d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences culturelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée soutient et encourage les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement,

CONSIDERANT que l'association Filmharmonia s'est donnée pour objet de susciter les croisements entre la musique et le cinéma par le biais de la programmation et la réalisation de ciné-concerts, de rencontres et de résidences d'artistes en s'appuyant notamment sur les établissements culturels de la Métropole tels que le Théâtre Liberté,

CONSIDERANT que l'association propose et crée de nombreux événements artistiques sur le territoire métropolitain, en particulier le Festival International des Musiques d'Ecran (FIME), à l'occasion duquel quatre spectacles seront créés en s'appuyant sur des musiques actuelles (musique contemporaine, jazz, musiques électroniques) et en s'ouvrant du point de vue cinématographique aux nouvelles images,

CONSIDERANT que la 19^{ème} édition du Festival International des Musiques d'Ecran (FIME) qui se déroulera du 1^{er} au 9 novembre 2025 autour de la thématique « L'aventure, c'est l'aventure » s'étendra sur sept villes de la Métropole,

CONSIDERANT qu'à cette occasion des ciné-concerts seront programmés à Toulon au Théâtre Liberté, à Ollioules, à La Garde, à La Valette-du Var, Hyères, Le Pradet et Six-Fours-les-Plages, avec la participation de l'orchestre symphonique de l'Opéra TPM notamment lors d'une représentation le 2 novembre 2025,

CONSIDERANT l'intérêt de soutenir cette association pour le développement culturel de la Métropole,

CONSIDERANT la demande de subvention présentée par l'association pour l'année 2025,

CONSIDERANT que l'association Filmharmonia est titulaire d'une licence de spectacle vivant,

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Métropole TPM pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention allouée,

CONSIDERANT qu'en cas d'inexécution ou de modifications substantielles des conditions d'exécution, l'administration peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER à l'association Filmharmonia une subvention d'un montant maximum de 15 000 € au titre de l'année 2025,

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention d'objectifs établie au titre de l'année 2025 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association Filmharmonia.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Principal de l'exercice 2025, opération 22312, article 65748.

La présente Décision sera

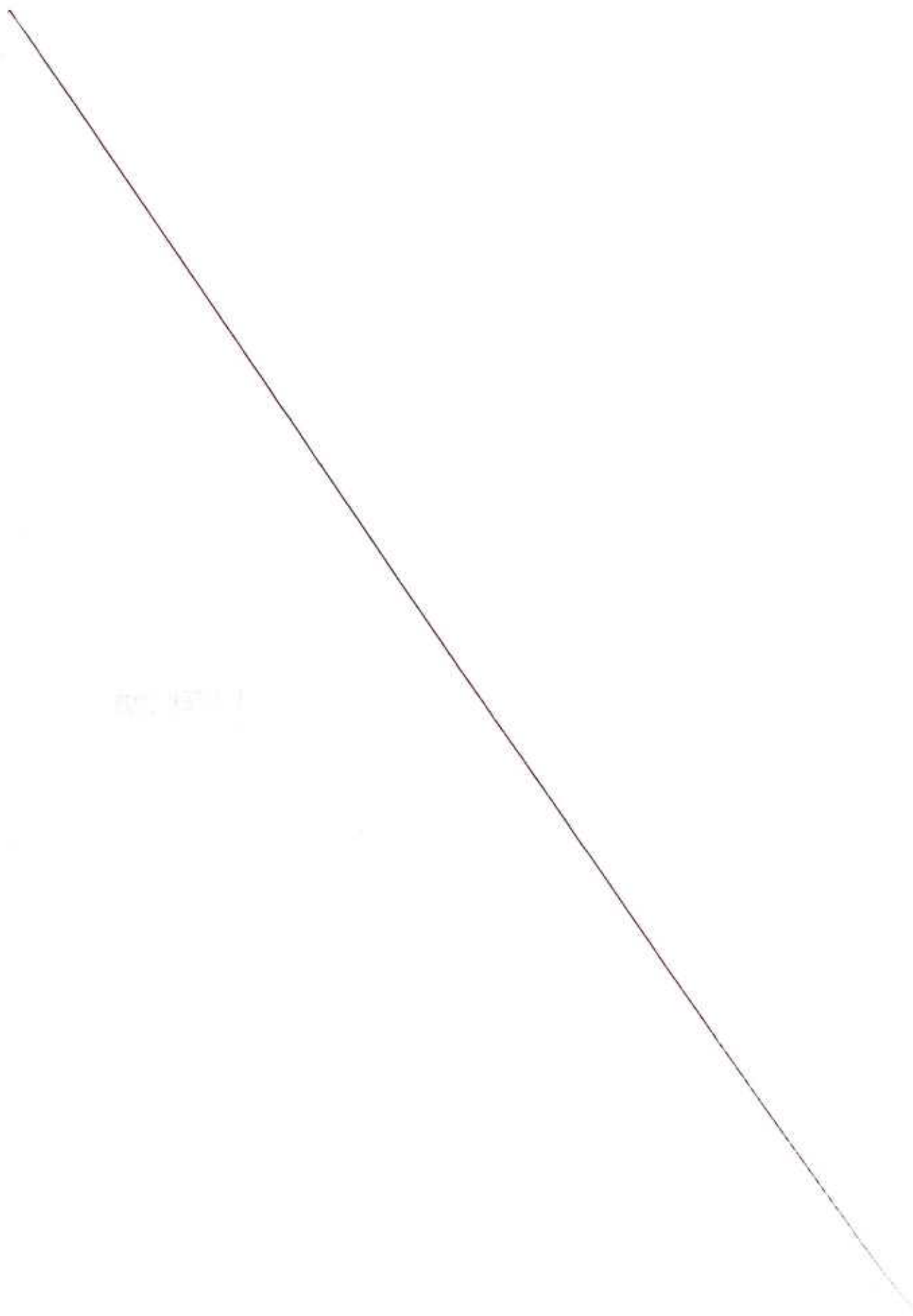
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **11 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





100. 15. 1

CONVENTION D'OBJECTIFS Exercice 2025

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment autorisé par Décision Président n° en date du 2025,

Ci-après dénommée « la Métropole TPM »

D'une part,

ET

L'association « FILMHARMONIA », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 21 Rue Mirabeau - 83000 Toulon, représentée par son Président, **Monsieur Régis LAUGIER**, dûment habilité par délibération de son Conseil d'Administration,

Ci-après dénommée « l'association »

D'autre part,

Et ensemble ci-après dénommées « les parties ».

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIV

Afin d'assurer un développement dynamique et durable, la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit une politique d'attractivité territoriale. Elle dispose à ce titre d'équipements culturels d'envergure nationale dans les domaines des arts visuels et du spectacle vivant et soutient les projets et actions d'intérêt général qui contribuent à son rayonnement dans le domaine culturel.

L'association Filmharmonia œuvre pour la promotion et la diffusion de ciné-concerts. L'association propose et crée de nombreux événements artistiques sur le territoire métropolitain notamment le Festival International des Musiques d'Ecran (FIME), en s'appuyant en particulier sur les établissements culturels de la Métropole telle que la Scène nationale Châteauvallon - Liberté.

En mettant à l'honneur une forme de spectacle très spécifique, le ciné-concert, cet événement se démarque des autres festivals en créant sa propre catégorie, « les Musiques d'Ecran », fruit d'un croisement entre musique et cinéma.

Le festival s'étend sur 7 communes de la Métropole : à Toulon au Théâtre Liberté, et au cinéma d'art et d'essai Le Royal, à La-Valette-du-Var au Théâtre Marélos, à Ollioules à

la Salle Jean Moulin, à La Garde au Théâtre du Rocher, à Hyères au Théâtre Denis, au Pradet à l'Espace des Arts, et à Six -Fours les Plages au Six n'étoiles.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir, au titre de l'année 2025, les conditions du concours de la Métropole TPM au projet culturel présenté par l'association « Filmharmonia » qui s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, une programmation et la diffusion de ciné-concerts sur le territoire métropolitain. Dans ce cadre et selon les modalités établies dans les articles suivants, la Métropole Toulon Provence Méditerranée apporte son soutien financier pour en permettre la réalisation et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 : Engagements de l'association « Filmharmonia »

Au titre de l'année 2025, l'association s'engage à :

- mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, la programmation culturelle prévue à l'annexe I selon les conditions stipulées dans la présente convention,
- informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- porter à la connaissance de la Métropole TPM tout changement de statut et l'informer sans délai de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et lui fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) porté en annexe IV conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 3 : Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Afin de contribuer à la réalisation des objectifs et actions précités, la Métropole TPM s'engage à soutenir financièrement l'association « Filmharmonia » par l'attribution d'une

subvention d'un montant maximum de 15 000 €.

Cette somme sera imputée sur le budget principal de la Métropole TPM au titre de l'exercice 2025, le comptable assignataire étant le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4 : Dispositions financières

4.1. Modalités de versement de la subvention

La subvention prévue à l'article 3 sera versé par mandat administratif et crédité sur un compte ouvert au nom de l'association dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales selon les modalités suivantes :

- Un versement unique d'un montant de 15 000 € à la notification de la présente convention.

4.2. Obligations comptables de l'association

Au titre de la présente convention, l'association « Filmharmonia » s'engage à fournir dans les 6 mois maximum suivant la fin de l'exercice au titre duquel la subvention a été attribuée :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02).
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention. Il est accompagné d'un bilan qualitatif et quantitatif du programme d'actions menées comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III (document fourni à titre d'exemple). Ces documents sont signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée.
- les comptes annuels et leurs annexes, signés par le Président de l'association ou toute personne habilitée ; les comptes seront certifiés par le Président de l'association en dessous d'un seuil de 153 000 euros. Au-delà l'association aura obligatoirement recours à un commissaire aux comptes et s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci,
- le rapport d'activité

Par ailleurs, l'association s'engage à :

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n°2018-05 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes comptables.

ARTICLE 5 : Contrôles par la Métropole TPM

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Métropole TPM pourra procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A ce titre l'association s'engage à faciliter le contrôle par la Métropole TPM, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et devra lui communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 6 : Durée et renouvellement

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025 et n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 7 : Assurances et responsabilités

L'association exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive et s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité sans que la responsabilité de la Métropole TPM ne puisse être directement ou indirectement recherchée.

L'association devra être en capacité de fournir à tout moment à la Métropole TPM les attestations d'assurances correspondantes.

Par ailleurs, il est précisé que pour toutes ses activités, l'association fera son affaire du respect des règles de sécurité, notamment celles découlant de la réglementation des établissements recevant du public, et qu'elle s'acquittera du règlement des droits d'auteur lorsque ces dispositions sont applicables dégageant toute responsabilité de la Métropole TPM en la matière.

ARTICLE 8 : Communication

L'association « Filmharmonia » s'engage à mentionner le soutien apporté par la Métropole TPM, notamment en apposant son logo sur les supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins. Elle s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Métropole TPM ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 9 : Evaluation

L'évaluation de la réalisation des projets et actions auxquels la Métropole TPM a apporté son concours est établie sur un plan quantitatif comme qualitatif dans les conditions définies d'un commun accord entre la Métropole TPM et l'association et précisée en annexe III (document non contractuel) de la présente convention.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, s'il y a lieu sur l'impact des actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 10 : Modifications de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : Sanctions et résiliation

En cas d'inexécution ou de modification substantielle par l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 4, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole TPM, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après l'avoir préalablement invité à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole TPM pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association. La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de

recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 12 : Contentieux

En cas de désaccord, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige intervenant dans le cadre de la présente convention. En cas de persistance du désaccord, la loi française est applicable et ledit litige sera tranché par le Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 13 : Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 15 : Annexes

La présente convention comporte quatre annexes :

- Annexe I : Programmation prévisionnelle 2025 de l'association « Filmharmonia »
- Annexe II : Budget prévisionnel 2025 de l'association
- Annexe III : Modèle de bilan d'évaluation (document non contractuel)
- Annexe IV : Contrat d'engagement républicain signé

Ces annexes font partie intégrant de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Toulon le

**Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Président de l'association
« Filmharmonia »**

Jean-Pierre GIRAN

Régis LAUGIER

Programme prévisionnel d'activités 2025

Créée en 2004, l'association FILMHARMONIA est le fruit de la rencontre entre la passion de la musique et celle du cinéma. L'objet initial de l'association est de promouvoir les croisements entre la musique et l'image sous la forme de spectacles vivants. Elle crée en 2005 sur l'agglomération toulonnaise le Festival International des Musiques d'Écran.

La 19^e édition du Festival International des Musiques d'Écran

Toujours étendue sur une dizaine de villes de l'agglomération toulonnaise, condition d'un élargissement des publics, la dix-neuvième édition du Festival International des "Musiques d'Écran" (Fimé) se déroulera comme les années précédentes sur 10 jours, et ce toujours, pour privilégier de grands rendez-vous.

En mettant à l'honneur une forme de spectacle très spécifique, le ciné-concert, cet événement fait le choix de se démarquer des autres festivals (se situant entre festival pluridisciplinaire et festival de genre artistique) en créant sa propre catégorie, "les Musiques d'Écran", fruit d'un croisement entre musique et cinéma. Sans pour autant prétendre créer une nouvelle discipline artistique, ce terrain totalement ouvert, à la fois espace de création musicale, et lieu de confrontations insolites entre patrimoine cinématographique et musique vivante, se trouve questionné et (re)défini chaque année. Événement radicalement tourné vers la création puisque plus de la moitié des spectacles sont créés à l'occasion du festival, nous faisons le choix pour cette dix-neuvième édition de poursuivre l'approche musicale, sur les musiques d'aujourd'hui (musique contemporaine, jazz, musiques électroniques...)

La 19^e édition du Festival International des Musiques d'Écran se déroulera du 1^{er} au 9 novembre 2025 sur le thème : « l'aventure, c'est l'aventure »

Pré-programmation :

OUVERTURE DU FESTIVAL **vendredi 1^{er} novembre 20h30**

Paris qui dort
de René Clair (1925)
Ozma / Cie Tangram
Le Liberté (Toulon)
De 5 à 19€

Samedi 2 novembre 20h30 **CRÉATION**

L'Aurore
de Friedrich Wilhelm Murnau (1927)
Orchestre symphonique de l'Opéra de Toulon
15€ - 7€ - 5€

Dimanche 3 novembre 15h

CRÉATION

Capitaine Fracasse de Alberto Cavalcanti (1926)

musicien à déterminer

Salle Jean Moulin (Ollioules)

10€ - 7€

Mardi 5 novembre 20h30

Don Q, le fils de Zorro

de Donald Crisp (1927)

Etienne Champollion (piano)

Théâtre Le Rocher (La Garde)

16€ - 12,90€ - 8,80€

Mercredi 6 novembre 20h30

Mr West au pays des bolcheviks

de Tod Browning (1927)

musicien à déterminer

Six n'étoiles (Six Fours les plages)

16€ - 12,90€ - 8,80€

Jeudi 7 novembre 20h30

Méliès en folie

programme de films de Georges Méliès

Paul Audoynot (guitare), Héloïse Lefevbre (violon) et Renaud Detruit (vibraphone)

Théâtre Marelios (La Valette-du-Var)

16€ - 12,90€ - 8,80€

Vendredi 8 novembre 20h30

CRÉATION

Les Deux Timides

de René Clair (1929)

Thomas Lavoine (piano) et Thomas Lefort (violon)

Cinéma Le Royal (Toulon)

10€ - 15€

Samedi 9 novembre 20h30

CRÉATION

Western camarguais

musicien à déterminer

Théâtre Denis (Hyères)

10€ - 15€

CLÔTURE DU FESTIVAL

Dimanche 11 novembre 20h30

Collège

De Buster Keaton

musicien à déterminer

Espace des arts (Le Pradet)

10€ - 15€

Budget prévisionnel 2025 de Filmharmonia

Charges		Total	Ressources		Total
60	Achats et services extérieurs	0 €	70	Ventes	27 000 €
61	Prestations de services	0 €	70	Prestations de services	0 €
62	Rémunération d'intermédiaires	61 500 €	70	Autres produits	0 €
62	Publicité	20 000 €	71	Production stockée	0 €
62	Déplacements, missions, réceptions	5 000 €	74	Subvention Métropole T.P.M.	20 000 €
62	Frais postaux et téléphones	1 600 €	74	Subvention Etat	0 €
63	Impôts et taxes	2 400 €	74	Subvention Conseil régional	12 000 €
64	Rémunération personnel	27 600 €	74	Subvention Conseil général	20 000 €
64	Charges salariales	15 500 €	74	Subvention Commune (ville de Toulon)	20 000 €
65	Autres charges de gestion courante	3 000 €	74	Subvention Commune (ville de La Valette du Var)	2 500 €
66	Charges financières	0 €	75	Cotisations	100 €
67	Charges exceptionnelles	0 €	75	Produits de gestion courante	35 000 €
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	0 €	76	Produits financiers	0 €
			77	Produits exceptionnels	0 €
			78	Reprise sur amortissements et provisions	0 €
Total		136 600 €	Total		136 600 €

Fait à Toulon le 11 septembre 2024

Le Président
Monsieur Régis Laugier

Le Secrétaire
Mademoiselle Agnès Commessie




**Modèle de bilan d'évaluation quantitatif et qualitatif
des actions subventionnées par la Métropole TPM au titre de la
Culture**

Ce document est destiné à aider l'association à la réalisation du bilan des actions pour lesquelles la Métropole Toulon Provence Méditerranée a accordé un financement et permettre aux responsables d'associations de rendre compte de l'utilisation de la subvention accordée.

Nom de l'association :

1/ Bilan qualitatif :

- a) Quelles ont été les actions entreprises ? (décrire précisément les actions mises en œuvre)
- b) L'intérêt de votre projet pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- c) Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?
- d) Liste de votre revue de presse et votre couverture médiatique (le cas échéant)
- e) Liste de vos outils de communication (le cas échéant)

2/ Bilan quantitatif :

a) Taux de fréquentation des actions subventionnées et typologie des publics

b) Compte-rendu financier

Ce compte-rendu devra être constitué d'un tableau des charges et produits affectés à la réalisation des actions subventionnées par la Métropole TPM et mettre en évidence les écarts éventuels entre le budget prévisionnel et le budget réalisé.

Il comprendra obligatoirement :

En charge :

- les charges directes affectées à la réalisation des actions subventionnées
- les charges indirectes affectées à la réalisation de l'objet de la subvention
- l'évaluation des contributions volontaires en nature affectées à l'action subventionnée

En produits :

- la ventilation par type de ressources affectées directement aux actions subventionnées
- l'évaluation des contributions volontaires en nature affectées à l'action subventionnée

c) Observations sur le compte-rendu financier

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) **Régis LAUGIER - président**

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

.....

FILMHARMONIA

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 11 septembre 2024

à Toulon

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Régis LAUGIER - président

Signature

